

Jeudi après-midi, 23 mars 2017

Direction de la police et des affaires militaires**41 2017.RRGR.37 Motion 005-2017 Güntensperger (Biel/Bienne, pvl)
Bases juridiques relatives aux aires de transit**

N° de l'intervention: 005-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 18.01.2017
Déposée par: Güntensperger (Biel/Bienne, pvl)
(porte-parole)
Müller (Orvin, UDC)
Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Oui 26.01.2017
N° d'ACE: 177/2017 du 22 février 2017
Direction: Direction de la police et des affaires militaires

Bases juridiques relatives aux aires de transit

Les motionnaires saluent les efforts déployés par le Conseil-exécutif du canton de Berne pour aménager en plus des emplacements destinés aux gens du voyage suisses actuellement à disposition deux ou trois aires de transit destinées aux gens du voyage étrangers. Pour veiller à ce que ces aires soient réellement utilisées, le Conseil-exécutif est chargé d'introduire une disposition légale présentant les points suivants:

1. les gens du voyage doivent impérativement utiliser les aires de transit mises à leur disposition s'ils n'ont pas été autorisés par des particuliers ou une collectivité à utiliser leur terrain;
2. la police est en droit d'ordonner l'évacuation des terrains occupés par les gens du voyage lorsque les propriétaires fonciers desdits terrains ou la collectivité publique concernée en font la demande. Face à un refus d'obtempérer, des amendes ou un ordre d'expulsion immédiate peuvent être prononcés.

Développement:

Ces dernières années, l'occupation abusive de terrains publics et privés, en particulier de la part de gens du voyage étrangers, s'est intensifiée. Les conséquences de ce phénomène et les résistances de la population ne sauraient être niées. L'acceptation au sein de la population est donc limitée et un règlement s'impose. Pour aborder cette problématique au mieux, il est nécessaire aux yeux des motionnaires de s'armer de moyens tant logistiques (création de 2-3 places supplémentaires) que juridiques.

A l'heure actuelle, lorsqu'un terrain privé est occupé sans autorisation par des gens du voyage, il faut compter une semaine pour que l'ordre de quitter les lieux soit prononcé par voie judiciaire. Souvent, ce délai provoque la colère et l'incompréhension de la population et des propriétaires fonciers. Pour remédier à cette situation, il faudrait créer des bases légales qui autorisent l'expulsion rapide et sans bureaucratie des gens du voyage occupant des terrains illégalement et permettent aux forces de l'ordre d'évacuer le campement ou d'amender les récalcitrants. Ces bases légales obligeront les gens du voyage à utiliser les aires de transit et – s'il n'y a plus de place – à passer leur chemin.

Ces mesures devraient permettre de mieux aborder la problématique décrite précédemment. Une solution allant dans le sens d'une procédure standardisée vis-à-vis des gens du voyage étrangers pourrait en outre être trouvée. Cela devrait améliorer l'acceptation, par la population, des gens du voyage et, ce faisant, apaiser salutairement les tensions.

Motivation de l'urgence: Après le rejet, par le Grand Conseil, de la première proposition du Conseil-exécutif de création d'une aire de transit destinée aux gens du voyage étrangers à la session de septembre 2016, la question est toujours autant d'actualité et doit, compte tenu de la « saison » qui approche, être traitée d'urgence.

La création d'une aire de transit ne suffit pas à elle seule à régler le problème, étant donné le nombre de groupes de gens du voyage qui font régulièrement halte dans le canton de Berne en été. Il est nécessaire que la recherche d'aires de transit s'accompagne de la création de bases légales qui tiennent compte de la problématique décrite.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif est conscient du fait que l'actuel manque d'aires de transit pour gens du voyage étrangers donne parfois lieu à des situations difficiles. La mise sur pied d'offres spécifiques pourrait y remédier, mais le Grand Conseil a renvoyé au Conseil-exécutif la demande de crédit qu'il lui avait soumise en ce sens. Partant, des efforts en vue de trouver des places appropriées sont encore en cours.

Pendant la session de novembre 2015, à l'occasion du traitement de la motion 227-2015 Müller, le Grand Conseil s'est penché sur les possibilités légales lorsque des gens du voyage s'installent sur des terrains publics ou privés. Le Conseil-exécutif reste sur la position qu'il avait exprimée à cette occasion et estime que le droit en vigueur offre suffisamment de possibilités aux communes de faire évacuer efficacement et suffisamment rapidement un terrain sur lequel des gens du voyage ont élu un domicile temporaire. Ainsi, les communes ont déjà la possibilité de prononcer une interdiction générale de camper sur un terrain public. Elles peuvent également instaurer un régime d'autorisation obligatoire et prévoir des amendes dans leur règlement en cas de non-respect d'une interdiction ou de dispositions accessoires à une autorisation.

Les communes ont en principe la compétence d'ordonner l'évacuation d'un terrain leur appartenant, avec l'aide de la Police cantonale. Si elles ordonnent une expulsion avec un délai de départ et d'éventuelles mesures de contrainte, elles doivent en tous les cas tenir compte du principe de proportionnalité. Par ailleurs, il faut savoir que les évacuations forcées nécessitent un engagement considérable de la part de la police et qu'elles ne font que déplacer le problème si aucune aire de transit n'est disponible. Des mesures répressives de la part de la Police cantonale ne suffisent pas à résoudre les problèmes qui peuvent se poser avec les gens du voyage.

En cas d'occupation d'une propriété privée par des gens du voyage sans l'accord de son propriétaire, ce dernier peut invoquer les dispositions du droit civil pour protéger son bien contre une telle usurpation: il peut saisir la voie civile et demander au tribunal compétent d'ordonner rapidement une mesure superprovisionnelle. Si des faits répréhensibles sont commis – par exemple dommages à la propriété ou violation de domicile –, il peut déposer une plainte pénale et demander l'aide de la police. Cette dernière procédera à des contrôles de personnes, mènera une enquête et, si elle constate des infractions, dénoncera les personnes concernées au Ministère public. Pour que l'on puisse évacuer des gens du voyage d'un terrain occupé, un ordre d'évacuation doit impérativement avoir été rendu par un tribunal civil.

Dans le cadre de la révision de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1), un avis d'expert a été demandé au D^r Markus H.F. Mohler sur la mise en œuvre de la motion 227-2015 Müller mentionnée plus haut. Selon cet avis, l'ordre juridique est applicable sans restrictions aux gens du voyage. Cela signifie que l'instauration d'une réglementation spécifique dans le droit de procédure en matière de renvois et d'interdictions d'accès pour les gens du voyage constituerait une inégalité de traitement, voire une discrimination, et serait illicite car contraire à l'article 8, alinéas 1 et 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst.; RS 101).

En résumé, les bases légales actuelles du droit public et du droit privé répondent suffisamment à la demande exprimée par les motionnaires. Le Conseil-exécutif estime qu'il n'est pas utile d'en créer d'autres, d'autant qu'une nouvelle réglementation qui ne viserait que les gens du voyage en les obligeant à utiliser des aires spécifiques serait contraire au principe de proportionnalité et à des droits consacrés par la Constitution et le droit international. Pour ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Wir kommen zu Traktandum 41. Es geht um eine Motion, eingereicht von Grossrat Güntensperger. Die Motion ist als dringlich eingestuft.

Nathan Güntensperger Biel/Bienne (pvl). Unser Vorstoss verlangt vom Regierungsrat eine gesetzliche Regelung, dass Transitplätze von den Fahrenden zwingend genutzt werden müssen, sofern sie nicht private oder öffentliche Grundbesitzer finden, die ihnen Parzellen zur Verfügung stellen. Ansonsten müssen die Fahrenden halt weiterfahren, wenn die Plätze besetzt sind. Zusätzlich fordern wir eine gesetzliche Grundlage, mit der man schnell und effizient Fahrende von illegal besetzten Parzellen wegweisen oder büssen kann. Ich bin ein wenig enttäuscht, aber nicht weiter erstaunt, dass der Regierungsrat in dieser Sache nicht aktiver ist. Er delegiert in seiner Antwort die Problemlösung an die Gemeinden und die Polizei, die aber regelmässig mit den Situationen vor Ort überfordert sind. Der Regierungsrat schreibt am Schluss seiner Antwort: «Zusammengefasst genügen die geltenden öffentlich-rechtlichen und privatrechtlichen Grundlagen, um dem Anliegen der Motionäre zum Durchbruch zu verhelfen.» Nur glauben wir Motionäre, dass die geltenden gesetzlichen Grundlagen zwar vorhanden sind, aber eben nicht ausreichen.

Ich gebe Ihnen ein theoretisches Beispiel: In einer Gemeinde gibt es drei nebeneinanderliegende Parzellen, die jeweils einer anderen Person gehören. Wenn nun eine Gruppe Fahrende die Parzelle 1 illegal besetzt, kann der Besitzer folgendes tun, ich zitiere: «Mit der Einreichung eines Gesuches um gerichtliche Anordnung einer superprovisorischen vorsorglichen Massnahme hat der Grundeigentümer die Möglichkeit, auf zivilrechtlichem Weg eine rasche Intervention zu verlangen.» Das dauert in der Regel rund eine Woche, weil die Fahrenden in der Regel diese Plätze am Donnerstagabend oder Freitagmorgen besetzen und dann das Wochenende dazwischen liegt. Anschliessend zieht die Gruppe auf die Parzelle 2 nebenan um. Und dieser Besitzer kann folgendes tun, ich zitiere: «Mit der Einreichung eines Gesuches um gerichtliche Anordnung einer superprovisorischen vorsorglichen Massnahme hat der Grundeigentümer die Möglichkeit, auf zivilrechtlichem Weg eine rasche Intervention zu verlangen.» Das dauert dann wieder eine Woche. Anschliessend zieht die Gruppe weiter auf die dritte Parzelle. – Den Rest schenke ich Ihnen.

Das ist es, was die sesshaften Mitbürger nicht verstehen: Wieso werden sie beim kleinsten Vergehen gebüsst und andere nicht? Wir verlangen ein Gesetz, das verlangt, dass Fahrende die Transitplätze, die wir ihnen zur Verfügung stellen werden, nutzen. Und als Konsequenz aus diesem Gesetz können wir auch Sanktionen definieren, was wir tun, wenn sie dies nicht befolgen. Man schreibt uns allen ja auch vor, man müsse Parkplätze benutzen. Und wenn ich das Auto neben den Parkplatz stelle, gibt es eine Busse. Das hat in unseren Augen nichts mit Unverhältnismässigkeit zu tun. Es gibt die Fahrenden und für sie sollen Regelungen gefunden werden, wie sie sich in einer bestimmten Sache zu verhalten haben, die für den Rest der Bevölkerung gar nie zum Thema wird. Es sei denn, Kollege Köpfli wäre der Meinung, er müsse mit seinem Camper in meinem Garten Ferien machen. Dann möchte ich ihn auch relativ schnell wieder draussen haben.

Bevölkerungsgruppenspezifische Regelungen gibt es auch für andere Teile der Bevölkerung, wie zum Beispiel für Ausländer mit B-Ausweis. Oder muss ich mich als Schweizer jedes Jahr bei einer Behörde melden, um meinen Aufenthaltsausweis zu verlängern? Unterschiedliche Rechte ergeben unterschiedliche Pflichten. Warum in dieser Frage immer die Unterscheidung zwischen Schweizer und ausländischen Fahrenden gemacht werden muss, erschliesst sich uns im Übrigen auch nicht. Offensichtlich ist es aber «common sense» diese Unterscheidung zu machen, aber in unseren Augen müssten die Transitplätze eigentlich für alle Fahrenden sein. Alles in allem ignoriert die Regierung den Vorbehalt und die negativen Erfahrungen der Bevölkerung mit Fahrenden und verweigert sich einer konstruktiven Lösung, um diese Problematik zu entschärfen, die letztlich auch im Interesse der Fahrenden selber sein müsste. Als Konsequenz würde bei einer Ablehnung unserer Motion die bisherige, in der Realität ungenügende Praxis weitergeführt. Damit riskiert der Regierungsrat, keine Gemeinde zu finden, die an einer Lösung mit Transitplätzen interessiert ist. Und damit ist es fraglich, ob erstens diese Plätze überhaupt erstellt werden können, zweitens, wenn sie erstellt werden können, ob sie auch wirklich genutzt würden und drittens, wenn es mehr Gruppen hat als Plätze, ob das Problem nicht einfach leicht vermindert weiterbestehen würde. Aus diesem Grund bitte ich um Unterstützung für unsere Motion.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Wir kommen zu den Mitmotionären und Fraktionen. Die Mitmotionäre sind zuerst an der Reihe.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Mit zwei bis drei Transitplätzen hoffen wir, dass wir die unbefriedigende Situation mit den Fahrenden einigermaßen in den Griff kriegen. Wir hoffen das, aber ich kann Ihnen eines sagen, die Bevölkerung teilt diese Hoffnung nicht. Im Gegenteil, es besteht sogar die Angst, dass diese Transitplätze im Seeland dann noch mehr Fahrende anziehen werden. Und was machen wir dann? Das ist die Frage, die immer wieder gestellt wird, wenn man irgendwo unterwegs ist. Wenn ich irgendwo Werbung mache für Transitplätze, heisst es: «Aber was ist dann, wenn die Transitplätze bereits besetzt sind? Wo gehen sie dann hin?» Diese Ängste und Befürchtungen muss man ernst nehmen, denn sie sind nicht ganz unbegründet. Und wenn wir eine minimale Akzeptanz für die Transitplätze im Seeland erreichen wollen, müssen wir auch den Willen bekunden, und zwar den ernsthaften Willen, dass wir vorgehen können gegen Fahrende, die sich nicht korrekt verhalten. Das ist keine Mehrheit, aber es gibt halt solche, die sich nicht an die Regeln halten. Und wenn wir für die anderen Plätze schaffen wollen, müssen wir auch den Willen bekunden, dass wir gegen jene vorgehen können, die sich nicht an die Regeln halten. Wenn wir aber nur die Forderungen und die Bedürfnisse der Fahrenden ernst nehmen und nicht diejenigen der Seeländerinnen und Seeländer, dann kann ich Ihnen sagen, dass es einen riesigen Widerstand geben wird. Der Widerstand ist im Seeland jetzt schon relativ gross, denn es ist ein grosses Problem. Jene, die es nicht glauben, können Nathan Güntensperger fragen, er hat selber erlebt, wie das zu und her geht. Es ist nicht so toll, wenn die Fahrenden kommen. In dem Sinn bitte ich Sie, unterstützen Sie diese Motion.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Der weitere Mitmotionär, Grossrat Löffel, wird nachher im Rahmen der Fraktionssprechenden reden. Das heisst, als nächstes kann ich dem BDP-Sprecher, Grossrat Leuenberger, das Wort geben.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die BDP hat grosses Verständnis für diesen Vorstoss. Die BDP sieht nämlich auch, dass die Bevölkerung, aber auch die Behörden – gerade im Gebiet des Seelandes, wo öfter ausländische fahrende Gruppen durchziehen – ohnmächtig und frustriert sind über die Tatsache, dass man nicht sofort handeln und Einfluss nehmen kann, wenn illegale Bodenbesetzungen stattfinden. Wir haben Verständnis dafür, wenn sich auch namhafte Politiker aus dem Seeland dafür einsetzen, dass man die gesetzlichen Grundlagen schafft, Fahrende möglichst schnell von solchen Plätzen wegweisen zu können. Es gibt aber auch die andere Ansicht, die davon ausgeht, dass wir in unserem Bundesstaat, in der schweizerischen Eidgenossenschaft, aber auch im Kanton Bern gewisse gesetzliche Grundlagen haben, die verlangen, dass Wegweisungen, auch wenn sie noch so störend sind, in rechtlich geordneten Bahnen stattfinden. Und diese gesetzlichen Grundlagen sind aus Sicht der BDP durchaus vorhanden. Ich beantrage darum, die beiden Punkte dieser Motion zwar anzunehmen, aber dann als erfüllt abzuschreiben.

Ich möchte Ihnen erklären, warum wir den Abschreibungsantrag stellen. Unter Punkt 1 wird verlangt, dass die Fahrenden zwingend vorhandene Transitplätze nutzen müssen, wenn sie nicht öffentlichen oder privaten Grund legal nutzen können. Diese Forderung ist aus unserer Sicht bereits erfüllt. Es ist nämlich grundsätzlich nicht gestattet, sowohl öffentlichen wie auch privaten Grund illegal zu besetzen und illegal darauf zu campieren. Ich weiss, dass dies geschieht. Ich weiss, das wird gemacht, aber es ist rechtlich nicht zulässig und in einem solchen Fall hat man entsprechend dem zivilrechtlichen Besitzes- und Eigentumsschutz die rechtlichen Möglichkeiten. Diese Forderung ist also aus meiner Optik erfüllt. Wenn nämlich jemand keinen Platz hat im Kanton Bern, auf dem er legal seine Wohnwagen abstellen kann, dann darf er sie nicht einfach illegal irgendwo hinstellen. Somit ist diese Forderung erfüllt. Wir teilen aber die Ansicht der Motionäre, dass die Wegweisung durchaus ihre Zeit in Anspruch nimmt und dass dies im Einzelfall als zu lange und als störend angesehen wird. Die Woche, die genannt wurde, die es braucht, bis der zivilrechtliche Entscheid und der Räumungsbefehl vorliegen und etwas geschieht, erachten wir ebenfalls als sehr lang. Vor allem aus Sicht der betroffenen Grundeigentümer und der betroffenen Gemeindegewesen muss dies als zu lange erachtet werden. Die Forderung dieser Motion verlangt aber nicht, dass man das zivilrechtliche Verfahren für ein solches Superprovisorium verkürzt. Aber genau das wäre eigentlich die Forderung, die wir in dieser Motion stellen müssten: Dass man die Frist verkürzt, bis das zivilrechtliche Verfahren durch ist und man einen Entscheid hat und vorwärts machen kann. Diese Forderung müsste man eigentlich stellen. Die Polizei hat ja – wenn wir zu Punkt 2 gehen – durchaus das Recht, die entsprechenden Grundstücke zu räumen, wenn sie dann die rechtlichen Grundlagen hat. Und sie kann, wenn der Räumungsbefehl vorliegt, auch entsprechende strafrechtliche Massnahmen inklusive Busse androhen, falls den polizeilichen Aufforderungen nicht nachgekommen wird. Aus

diesem Grund ist auch Punkt 2 eigentlich erfüllt. Man kann ihn annehmen und gleichzeitig abschreiben. Aber – und das möchte ich an dieser Stelle mit aller Deutlichkeit sagen – die BPD erwartet, dass der Regierungsrat prüft, ob man das zivilrechtliche Verfahren, bis der zivilrechtlich superprovisorische Entscheid vorliegt, nicht viel stärken straffen und massiv verkürzen kann. Denn nur so können wir diesem Problem Herr werden. Ich habe die zivilprozessualen Vorschriften des Bundes jetzt nicht angeschaut, aber wenn man das nach bundesrechtlichen Vorschriften nicht tun kann, können wir hier noch lange legiferieren; dann bringen wir das Problem nicht weg. Wenn man das tun kann, dann sollte man es tun, aber diese Forderung ist in diesem Vorstoss nicht enthalten. Wir bitten Sie, beide Punkte anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Das haben wir so aufgenommen und werden es nachher so zur Abstimmung bringen.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). In einem Punkt sind wir uns alle einig: Es braucht nun einfach einen oder besser mehrere Transitplätze für die ausländischen Fahrenden. Es müsste doch möglich sein, irgendwo – oder nicht irgendwo, am besten in der Region Seeland – einen solchen Platz zu finden.

Nun zur Motion: Die grüne Fraktion lehnt diese Motion ab, mit derselben Begründung, wie sie auch der Regierungsrat anführt und wie sie mein Vorredner sehr gut ausgeführt hat. Es ist aus rechtsstaatlicher Sicht nicht zulässig, ein Gesetz ausschliesslich für die fahrende Bevölkerung strenger – ich betone: strenger – auszulegen. Und aus unserer Sicht genügen die bestehenden rechtlichen Möglichkeiten. Die Gemeinden haben die Möglichkeit, ein generelles Campingverbot auf öffentlichem Grund zu erlassen. Die Gemeinden haben auch die Möglichkeit, ein Gelände zu räumen, das von Fahrenden in Anspruch genommen wurde. Momentan ist es auch noch schwierig, von den ausländischen Fahrenden zu erwarten, die vorhandenen Plätze zu nutzen, weil schlichtweg noch keine Plätze explizit für ausländische Fahrende vorhanden sind. Selbst wenn diese Motion nun hier im Grossen Rat eine Mehrheit findet, glaube ich nicht, dass sie vom Regierungsrat in allen Punkten umgesetzt werden kann, weil dies schlicht ein Verstoss gegen die Bundesverfassung wäre. Die grüne Fraktion lehnt den Vorstoss ab. Möglicherweise wird er im Grossen Rat eine Mehrheit finden, dann werden wir auch der Abschreibung zustimmen.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Als Mitmotionär und für die EVP-Fraktion, Grossrat Löffel.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich habe extra gewartet, bis schon zwei Fraktionssprecher geredet haben, damit ich auf das, was gesagt wurde, eingehen kann. Es ist uns allen wahrscheinlich in den letzten Jahren bewusst geworden, auch hier im Grossen Rat, dass es viele Gemeinden gibt, die ein echtes Problem haben, wenn sie von Fahrenden besucht werden; namentlich von ausländischen Fahrenden. Und darum ist ja die Regierung momentan mehr oder weniger fieberhaft auf der Suche nach zwei bis drei Plätzen, die man den ausländischen Fahrenden zuweisen kann. Dies in der Hoffnung, dass sie dann auch gebraucht werden. Bei der Antwort der Regierung hatte ich den Eindruck, dass man nur gerade den letzten Punkt unserer Forderungen gelesen hat und eigentlich auf den ersten Punkt nicht eingegangen ist. Und das ist für mich der wesentliche Punkt. Der erste Punkt fordert eine Grundlage, damit, wenn wir als Kanton Transitplätze suchen und zur Verfügung stellen, diese dann auch gebraucht werden. Der erste Punkt der Motion fordert übrigens nicht ein besonderes Gesetz. Ich bin überzeugt, dass man dies in bestehenden Gesetzen regeln kann. Wir leben in einer Welt, in der es Rechte und Pflichten gibt, wir leben in einer Gesellschaft, in der Geben und Nehmen zusammengehören. Deshalb scheint es mir eigentlich selbstverständlich, wenn man Transitplätze speziell für eine spezifische Gruppe zur Verfügung stellt, dies an eine Auflage zu binden, die man irgendwo in einem Gesetz festhält und die sagt, dass die Plätze, die wir zur Verfügung stellen, auch benutzt werden müssen.

Es klingt in der Antwort mehrmals an, das habe etwas mit Ungleichbehandlung zu tun oder sogar mit Diskriminierung. Was mit dem Völkerrecht, das im letzten Satz erwähnt wird, genau gemeint ist, erschliesst sich mir aus der Antwort nicht, aber ich gehe davon aus, dort werde die Diskriminierung angesprochen. Ich war diese Woche hier auch schon als Hobbyjurist gefragt und ich habe mir nun in diesen Zusammenhang auch ein wenig als Hobbyjurist Gedanken gemacht und mich informiert. Wenn wir für die kleine Gruppe von ausländischen Fahrenden Transitplätze zur Verfügung stellen, dann machen wir eine Sonderbehandlung, eine Ungleichbehandlung einer kleinen Volksgruppe.

Dann muss man doch nicht mit Völkerrecht oder was weiss ich womit drohen, wenn man für eine ganz kleine spezifische Gruppe Plätze zur Verfügung stellt und dann gleichzeitig noch sagt, dass die Plätze auch gebraucht werden müssen, wenn sie schon zur Verfügung gestellt werden. Wenn man dann sagt, das sei Diskriminierung oder grenze an Diskriminierung und widerspreche dem Ungleichbehandlungsverbot, dann muss ich als Nichtjurist oder eben als Hobbyjurist sagen, dass mir dafür das Verständnis fehlt. Rechte und Pflichten gehören zusammen, Geben und Nehmen gehören zusammen.

Im letzten Satz sagt der Regierungsrat, es wäre unverhältnismässig, eine solche gesetzliche Regelung zu schaffen. Das heisst aber nach meinem Verständnis, dass es möglich wäre, eine solche gesetzliche Regelung zu schaffen. Im Moment ist alles auf die Gemeinden abgeschoben, und die Gemeinden sind überfordert. Die Gemeinden sollen in irgendeinem Reglement ein Campingverbot erlassen, das Bussenreglement erweitern und so weiter. Es würde dem Kanton gut anstehen, die Gemeinden, die überfordert sind in dieser Situation, zu unterstützen. Im Sommer kommt meines Wissens das Polizeigesetz in die Sicherheitskommission und im Herbst dann in den Grossen Rat. Es würde mich interessieren, vom Polizeidirektor zu hören, ob er gar keine Möglichkeit sieht, im Polizeigesetz, das wir sowieso revidieren werden, eine Regelung aufzunehmen, die dem ersten Punkt Rechnung trägt, den wir hier verlangen; dass nämlich zum Recht, Transitplätze zu benutzen, auch die Pflicht gehört, diese wirklich auch zu benutzen. Ich wäre sehr froh, wenn ich dazu etwas hören würde.

Im zweiten Punkt geht es übrigens nicht nur um die Räumung beziehungsweise die Zwangsräumung. In der Antwort wird eigentlich nur von der Räumung gesprochen, es geht aber auch darum, dass die Verfahren abgekürzt werden. Sodass die Gemeinden vielleicht auch dadurch Unterstützung erhalten – wie es Nathan schon gesagt hat –, dass es nicht eine Woche dauert, bis dann vielleicht etwas geschieht oder eine Busse ausgesprochen wird, sondern dass es schneller geht. Ich wäre sehr froh, wenn Sie diese beiden Punkte, wie sie hier formuliert sind, unterstützen würden. Und, Samuel Leuenberger, du hast selber gesagt, du erwartest, dass geprüft wird, ob man dieses Verfahren nicht beschleunigen könnte. Aber dann ist es, auf Berndeutsch gesagt, «bireweich», wenn ihr den zweiten Punkt abschreiben wollt. Und zum erste Punkt: Wir sind auf der Suche nach Transitplätzen. Ich finde es nicht sachgerecht, wenn man schon im Vornherein abschreiben will, damit eine Pflicht zu verbinden. Ich wäre sehr froh, wenn Sie mithelfen würden, die Motion zu überweisen und sie nachher auch als Auftrag an die Regierung stehen zu lassen. Und ich wäre froh, von Regierungsrat Käser etwas dazu zu hören, ob man nicht im Polizeigesetz darauf eingehen und die Gemeinden unterstützen könnte, sodass die Überforderung in Zukunft vielleicht etwas kleiner wird.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Auch die FDP hat diesen Vorstoss natürlich intensiv diskutiert und man kann sagen, dass die guten Fragen aufgeworfen wurden. Wir haben ein Malaise bei diesem konkreten Problem, insbesondere im Seeland, aber auch in anderen Regionen. Und ich kann vollumfänglich unterstützen, was Kollege Löffel gesagt hat. Für einmal kann ich wirklich beipflichten. Es wurden natürlich wichtige Fragen gestellt, wie die Frage der sofortigen Wegweisung. Natürlich ist aber auch die Antwort der Regierung auf Seite 3 nicht falsch. Man kann sagen, man habe die jetzigen gesetzlichen Möglichkeiten, man könne ein Gesuch um einstweilige Verfügung stellen und so weiter nach Zivilprozessordnung (ZPO). Aber wissen wir alle, das wird für den Eigentümer zur Ochsentour. Wenn Sie eine Liegenschaft haben und die Fahrenden per Zufall am Freitagabend kommen und die Liegenschaft besetzen, können Sie ein Gesuch stellen um einstweilige Verfügung. Der Eigentümer muss sogar die Prozesskosten vorschliessen, er muss vielleicht sogar die Identifikation von diesen Übertätern abklären und erst dann kann die Polizei einschreiten, alles schön mit rechtlichem Gehör. Und wenn es eine Woche dauert, ist das noch kurz. Ich habe andere Fälle erlebt in Biel, bei denen es einen Monat gedauert hat. Der Eigentümer wird einfach zum Zuschauer, und bis die Polizei kommt oder kommen darf, ist der Schaden schon entstanden. Es muss also ein schnelleres Verfahren geben und eine Verknüpfung mit dem Polizeirecht. Vielleicht, Herr Kollege Leuenberger, wäre es gut, wenn man eine ZPO-Revision gemeinsam mit dem Polizeigesetz vornehmen würde. Aber die jetzige Situation ist völlig unbefriedigend. Es muss schneller gehen. Ich würde sagen, wenn die Besetzer kommen, sollte die Polizei am nächsten Tag wegweisen können, sonst ist der Eigentümer einfach nur Zuschauer.

Der langen Rede kurzer Sinn: Die FDP unterstützt diesen Vorstoss. Ein Postulat unterstützen wir auf jeden Fall, aber es wurde noch gar nicht gewandelt. Die Motionsunterstützer haben in der Fraktion von Tag zu Tag zugenommen, und da wir schon einige Zeit tagen, ist es schon fast eine Mehrheit. Also, wenn Sie wissen, was Sie wollen, Motionäre, dann sind wir für alles zu haben. Wir wür-

den vermutlich sogar eine Interpellation unterstützen. (*Heiterkeit.*) Die FDP steht halt noch zum Grundeigentümer. Grundeigentum ist auch ein Grundrecht, nicht nur die Demonstrationsfreiheit ist ein Grundrecht, auch das Eigentum kann geschützt werden.

Noch zur BDP: Eine Abschreibung scheint mir eine etwas seltsame Lösung zu sein. Ich will nicht gerade denselben Ausdruck benutzen wie Kollege Löffel, aber das würde nichts bringen. Wenn wir sagen, man solle etwas machen, dann machen wir es auch, dann wollen wir es nicht gleich wieder abschreiben, sonst passiert nämlich nichts. Und wenn der Polizeidirektor sagt, man könne es ins Polizeigesetz überführen, dann kann man doch wirklich einer Motion zustimmen. Mir scheint, ideal wäre eine gute Verknüpfung von ZPO-Regelung und Polizeigesetz, hauptsächlich, damit es einfach schneller geht.

Ursula Zybach, Spiez (PS), vice-présidente. Wir reden immer noch von einer Motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Wir haben das Gefühl, dies sei ein sehr offen formulierter Vorstoss, der nicht eine Speziallösung oder eine Spezialbestrafung oder ein Spezialgesetz für eine Bevölkerungsgruppe verlangt. Es ist eigentlich nichts als logisch, wenn man nun für viel Geld Transitplätze bauen will – was wir auch unterstützt haben –, dafür zu sorgen, dass diese dann auch benutzt werden. Andererseits hat es auch bei uns natürlich Stimmen gegeben, die gesagt haben, es brauche nicht unbedingt eine spezielle gesetzliche Regelung, insbesondere bei Punkt 2. Der Begriff der sofortigen Wegweisung ist halt juristisch besetzt und diese setzt ein bestimmtes Verfahren voraus. Und das wird vielleicht etwas schwierig. Das kann man nicht einfach so machen, dabei geht es dann um Bundesgesetz. Samuel Leuenberger hat das schon gesagt. Aber man müsste doch irgendetwas tun können, denn ich glaube, es gibt in der Bevölkerung, aber auch bei uns – wir gehören ja zum Glück auch zur Bevölkerung – einfach schlechte Gefühle. Man müsste etwas tun. Es wurden auch Fragen gestellt. Wir haben das Gefühl, es wäre vielleicht gut, wenn man den Vorstoss in ein Postulat wandeln würde, insbesondere den zweiten Punkt. Das wurde vorhin auch schon erwähnt. Ein Postulat könnte unsere Fraktion einstimmig unterstützen, eine Motion findet in unserer Fraktion keine Einstimmigkeit.

Was uns auch etwas gestört hat, ist, dass die Antwort eigentlich nur auf die Wegweisung eingeht. Aber wir haben das Gefühl, es würde wohl auch etwas bringen, wenn man – ich formuliere es nun schön – monetäre Negativanreize schaffen könnte; kurz ausgedrückt: Bussen. Es bringt manchmal vielleicht fast mehr zu sagen: «Wenn ihr das nicht macht, kostet es halt einfach.» Das wird im Moment vielleicht zu wenig angeschaut. Und, Samuel, du hast gesagt, man solle annehmen und abschreiben. Aber dann ist ja nachher nichts mehr vorhanden, dann muss man sich gar nicht damit befassen. Ich fände es die bessere Lösung, wenn man den Vorstoss in ein Postulat wandeln könnte. Und dann soll Regierungsrat Käser Auskunft geben, ob man es allenfalls im Rahmen des Polizeigesetzes oder in einem anderen Legiferierungsprozess machen könnte, zum Beispiel in einer Verordnung. Aber die Regierung soll dies prüfen. Sie soll überlegen, wie man mit diesen Ängsten, mit diesen schlechten Gefühlen umgehen kann und wie man eine Regelung findet, mit der man nachher auch etwas in der Hand hat und Lösungen finden kann. In dem Sinn: Bitte, wir wären froh, wenn der zweite Punkt gewandelt würde. Dann würde der Vorstoss von der glp einstimmig unterstützt.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Wie auch schon im, zuletzt zwar zurückgezogenen, Vorstoss Nummer 18 klar geworden ist, besteht bei dieser Problematik Handlungsbedarf. In der SVP-Fraktion, in der sicher viele entweder als Grundeigentümer oder auch als Gemeinderätinnen und Gemeinderäte betroffen sind, ist das ganz klar behandelt worden, und wir sehen, dass einfach etwas geschehen muss. Es kann doch einfach nicht sein, dass man Fahrende von einer Gemeinde in die andere weiterleitet, ohne dass etwas passiert. Ein Gemeinderat kann die gesetzlichen Vorschriften einhalten – der Regierungsrat sagt in der Antwort, diese seien vorhanden –, aber dann gehen sie einfach in die nächste Gemeinde und dort geht das genau gleiche Problem weiter. Darum sagen wir, der Kanton muss unbedingt Grundlagen schaffen, die man dann klar durchsetzen kann. Es muss einfach in dieser Richtung etwas geschehen, sonst könnte es einmal so weit kommen, dass auch Probleme entstehen, wie wir sie von anderen Gemeinden im Kanton Bern kennen. In dem Sinn unterstützt die SVP-Fraktion einstimmig diese Motion und ist klar gegen eine Abschreibung, denn sie ist aus unserer Sicht nicht erfüllt. Und wenn der Vorstoss zu einem Postulat würde, dann wären wir klar auch für eine Unterstützung. Aber ich bitte Sie, der Motion zuzustimmen.

Le président Carlos Reinhard reprend la direction des délibérations.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Wir haben dieses Geschäft in unserer Fraktion unter dem Titel «die Wiederkehr aller Dinge» behandelt. Darüber haben wir schon einmal geredet. Etwa vor rund eineinhalb Jahren stand ein ähnlicher oder gleicher Vorstoss von Kollege Müller hier zur Debatte. Ich habe nachgeschaut, was der Sprecher der Fraktion damals gesagt hat. Das war ich. Ich könnte nun eigentlich alles nochmals vorlesen, was ich damals gesagt habe. Ich sage Ihnen nur den Schluss: Wir lehnen auch dieses Mal diesen Vorstoss ab. Zuständig für diese Frage ist und bleibt die Gemeinde. Und wir haben die nötigen Instrumente – ich betone das nochmals: – wir haben die nötigen Instrumente in der Hand, um das durchzusetzen, was hier nun inhaltlich motioniert wird. Meine Traumvorstellung wäre natürlich auch, dass inländische und ausländische Fahrende miteinander auf den gleichen Plätzen sein könnten. Aber das geht halt nicht, und zwar nicht wegen uns Gemeinden, sondern weil sie untereinander nicht klarkommen. Die Schweizer Fahrenden akzeptieren die ausländischen Fahrenden nicht. Wenigstens ist das unsere Erfahrung, die wir mit unserem Platz in Thun machen. Wir haben im Thuner Ortspolizeireglement eine entsprechende Bestimmung. Wir haben ein Benutzungsreglement erlassen, zu welchen Bedingungen man diesen Platz benutzen kann. Ich bin mir natürlich sehr wohl bewusst, dass man uns nicht mit euch vergleichen kann. Wir liegen in dieser Frage ausnahmsweise einmal geografisch günstiger, bei uns kommen sie weniger oft vorbei als bei euch. Das ist mir selbstverständlich auch klar.

Ich darf noch darauf hinweisen, dass man im Jahr 2016 – wenn ich das richtig recherchiert habe – ein BSIG-Schreiben (Bernische Systematische Information Gemeinden) an alle Gemeinden gerichtet hat, das Handlungsanweisungen seitens der JGK gibt, wie man mit dieser Frage umgehen soll. Dieses handelt nach meiner Meinung vieles umfassend ab. Was ich – für einmal – teile, sind die Ausführungen von Herrn Klopfenstein, dass der juristische Weg viel kürzer sein müsste, als er im Moment ist. Dieser Forderung, glaube ich, würde sich auch unsere Fraktion nicht widersetzen, aber die grundsätzliche Forderung, die nun hier gestellt wird, lehnen wir auch bei diesem Vorstoss ab.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Wenn wir vom Kanton aus den Fahrenden Plätze zur Verfügung stellen, müssen wir auch dafür sorgen, dass sie diese dann auch benutzen. Die EDU-Fraktion unterstützt die Motion einstimmig.

Le président. Das geht schneller, als man denkt. Grossrat Leuenberger spricht als Einzelsprecher und weil er angesprochen wurde.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich möchte noch kurz auf den «bireweich»-Vorwurf von Ruedi Löffel reagieren. Es ist eben doch kongruent, dass man die Forderung einer Motion abschreibt, wenn man davon ausgeht, dass sie erfüllt ist. Ich habe aber überhaupt keine Differenzen mit dir, was deine Aussage betrifft, wonach man prüfen soll, ob man das zivilrechtliche Verfahren schneller machen kann. Hinter dieser Aussage stehe ich. Du bist lange genug im Parlament, um zu wissen, welche rechtliche Form ein Vorstoss haben muss, damit man etwas prüfen kann, das ist nämlich das Postulat. Und wenn ihr Punkt 2 in ein Postulat wandeln würdet, würden wir dem selbstverständlich zustimmen und nicht abschreiben und alle wären glücklich und die Welt wäre besser.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Es ist halt manchmal nicht ganz so einfach, wie es klingt. Ich habe es vielleicht schon ein paar Mal angetönt: Ich habe in der Gemeinde zwölf Jahre mit Fahrenden zu tun gehabt. Die Gesetze wären eigentlich vorhanden, aber sie nützen einfach nichts. Es wurde vorhin gesagt, man solle Geld einziehen. Das tun wir schon lange, aber sobald man einen gewissen Betrag haben will, sodass es ausreicht, um aufzuräumen, sagen sie, es sei zu teuer und gehen einfach an einen anderen Ort. Eine Strafanzeige einzureichen ist auch nicht so einfach. Es steht darin auch, man müsse die Personalien aufnehmen, und dann könne man Strafanzeige einreichen. Versuchen Sie einmal, Personalien aufzunehmen, wenn Sie sowieso schon keine grosse Freude haben an ihnen oder sie umgekehrt an Ihnen, wenn Sie von ihnen Geld verlangen wollen. Sie müssen mir zuerst zeigen, wie das geht, das ist nicht ganz so einfach.

Die superprovisorische vorsorgliche Massnahme – schon das Wort sagt mir eigentlich sehr viel, es kommt mir fast vor wie in Amerika: Wenn man schöne Wörter hat, kann man fast alles machen. Wenn ich solche Dinge höre oder sehe – auch, als wir mit den Fahrenden verhandelt haben –, frage ich mich einfach manchmal, wie es wäre, wenn ich nun meinen Wohnwagen in Bern oder sonst irgendwo einfach hinstellen und sagen würde, dass ich jetzt hier campieren möchte. Ich glaube

nicht, dass ich meinen Wohnwagen eine Woche lang dort stehen lassen könnte. Ich weiss nicht, was man alles mit mir tun würde; wohl den Wohnwagen konfiszieren und mir eine grosse Busse anhängen. Dort ginge es dann plötzlich. Eigentlich hätten wir alle die gleichen Rechte, und ich möchte an Sie appellieren: Entweder gelten die Gesetze für alle oder nicht. Da habe ich manchmal etwas Mühe, wenn man immer von Minderheiten spricht. Entweder ist ein Gesetz für alle gültig oder nicht.

Le président. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen, darum übergebe ich das Wort dem Herrn Polizeidirektor.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ja, dieses Thema beschäftigt die Bevölkerung. Es gab mehrere Voten, die damit argumentiert haben, dass es die Bevölkerung beschäftigt. Werner Moser hat gesagt: «Es muss einfach etwas geschehen.» Und etwa drei oder vier Mal habe ich gehört: «Ich habe das Gefühl...» Und nun sehen Sie das Spannungsfeld. Wir haben hier eine juristische Situation. Grossrat Siegenthaler hat auf die vergangenen Motionen verwiesen. Bei diesen hat die Regierung in der Antwort ein Expertengutachten von Markus Mohler eingebracht und das Thema der Ungleichbehandlung von Bevölkerungsgruppen und die Frage der Verfassungsmässigkeit erwähnt. Ich kann Ihnen sagen, die POM und die Kantonspolizei haben eine reiche Erfahrung mit «les gens de la route». Und ich habe mich gefreut, Martin Schlup, über dein Votum, wie es in den Gemeinden ist, denn ich habe das gleiche in Langenthal erlebt, als ich Stadtpräsident war. Diese Thematik ist uns also bestens bekannt. Uns ist auch bestens bekannt, welchen Aufwand es für die Polizei bedeutet, wenn man einen solchen Platz räumen will. Das ist nicht ganz ohne. Vielleicht können Sie sich erinnern, dass im letzten Sommer jemand – nicht der Direktor von Witzwil, aber ein Mitarbeiter – seine Güllefässer etwas nahe an diesen Standplatz geführt hat. Das hat gar nicht nur Freude gemacht. Wir wissen also tatsächlich Bescheid.

Interessant ist bei der ganzen Thematik ja auch, dass Fahrende im Kulturförderungsgesetz als besondere kulturelle Gruppe betrachtet werden. Und der Unterschied zwischen Schweizer Fahrenden und ausländischen Fahrenden wird eben sehr wohl gemacht. Es ist, wie hier auch Peter Siegenthaler gesagt hat: Man kann nicht einfach sagen, das sind alles Fahrende. Die einen kommen mit den anderen gar nicht gut aus, das ist einfach so. Und wenn man nun die Vorstellung hat, man könne einen Platz zur Verfügung stellen, den sie dann benutzen müssen, was sind dann die Konsequenzen und die Sanktionsmöglichkeiten, die man hat, wenn sie nicht dorthin gehen? Und wer ist «man», der diese hat? Es gibt also viele Fragen rund um diese Thematik. Darum verstehe ich auch das Votum von Herrn Grossrat Leuenberger, der sagt, dass diese Forderungen in dieser Form einfach nicht haltbar sind und man darum die Motion ablehnen oder deren Punkte annehmen und abschreiben muss. Und doch spüre ich natürlich, dass man sich Gedanken macht. Wir machen uns diese auch.

Selbstverständlich gibt es die Möglichkeit, bei den Beratungen der Totalrevision des Polizeigesetzes solche Anträge einzubringen. Das Polizeigesetz ist im August in der Sicherheitskommission. Ich möchte einfach davor warnen zu meinen, man könne die eidgenössische Zivilprozessordnung so mir nichts dir nichts verändern. Das ist nicht ganz so einfach. Das hat Herr Grossrat Siegenthaler auch erwähnt. Es gibt eine eidgenössische Strafprozessordnung und eine eidgenössische Zivilprozessordnung, und diese durch den Grossen Rat zu verändern und zu beeinflussen, ist nicht ganz einfach. Wenn schon, müssen wir Lösungen finden, mit denen wir im Kanton Bern einen Schritt weiterkommen. Ich finde persönlich – und das ist auch die Auffassung der Regierung –, dass die beiden Anliegen in der Form, wie sie formuliert sind, nicht umsetzbar sind. Darum beantragt die Regierung, diese beiden Punkte und damit diese Motion abzulehnen.

Le président. Der Antragsteller möchte nochmals das Wort.

Nathan Güntensperger Biel/Bienne (pvl). Es erstaunt mich nun etwas, dass Sie uns fragen, was Sie denn machen sollen, denn das ist eigentlich genau die Frage, die wir Ihnen stellen. Das ist ja die Aufgabe, die wir Ihnen geben möchten: Was wollen Sie dagegen unternehmen? Wir fordern ja gerade gesetzliche Grundlagen, damit genau diese Problematiken, die nun hier diskutiert worden sind, angegangen, gelöst oder zumindest entschärft werden. Es erstaunt mich etwas, dass Sie uns fragen, was Sie tun sollen. Das ist etwas seltsam.

Dann muss ich noch eine Bemerkung machen: Wir sagen: «Fahrende zwingend die vorhandenen Transitplätze nutzen müssen, sofern sie nicht seitens von Privaten oder eines Gemeinwesens die

Erlaubnis zur Benutzung ihres Grundstücks erhalten haben.» Es ist also nicht so, dass sie nur diese bereits bestehenden oder noch zu schaffenden Transitplätze benutzen müssen. Man muss das also etwas einschränken. Ich sehe aber, dass Punkt 2 rechtlich etwas schwierig ist und etwas im Konflikt steht mit dem Bundesrecht. Und ich sehe auch, wenn man eine Motion überweist, die mit dem Bundesrecht im Konflikt steht, ist das Ganze immer etwas schwierig. Darum wären wir bereit, Punkt 2 zu wandeln. Der zweite Punkt ist also ein Postulat, der erste Punkt nach wie vor eine Motion.

Le président. Grossrat Löffel fühlt sich angegriffen. Er kann sich zu diesem Angriff kurz äussern, aber nicht zum Inhalt.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich fühle mich einfach nicht verstanden und insofern etwas angegriffen. Ich habe dem Polizeidirektor eine klare Frage gestellt und er hat nur halb darauf geantwortet. Ich hätte mich eigentlich gefreut, wenn er auch zum ersten Punkt etwas gesagt hätte, denn dort ist es definitiv nicht wahr, dass die Gemeinden schon eine Grundlage haben; beim Punkt, dass man dann diese Plätze zwingend benutzen muss. Dafür hat noch keine Gemeinde eine Grundlage.

Le président. Sie haben es gehört. Punkt 1 ist weiterhin eine Motion, Punkt 2 ein Postulat. Und wir haben noch den Abschreibungsantrag. Ich denke, dieser gilt für beide Punkte. Sind Sie damit einverstanden? – Nein. Bitte, Grossrat Leuenberger.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich habe bereits in meinem vorherigen Votum gesagt, dass der Abschreibungsantrag explizit nicht für Punkt 2 gilt, wenn er in ein Postulat gewandelt werden sollte. Darum ziehe ich ihn formell für den Punkt 2 zurück. Für Punkt 1 halte ich ihn aufrecht.

Le président. Danke für die Präzisierung. Wir kommen zur Abstimmung. Wer Punkt 1 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das nicht will, stimmt nein.

Vote (ch. 1 de la motion)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 94

Non 45

Abstentions 1

Le président. Sie haben Punkt 1 der Motion angenommen. Nun stimmen wir über die Abschreibung ab. Wer Punkt 1 abschreiben will, stimmt ja, wer das nicht will, stimmt nein.

Vote (ch. 1; classement)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 57

Non 85

Abstentions 1

Le président. Sie haben die Abschreibung abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2 als Postulat. Wer Punkt 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das nicht will, stimmt nein.

Vote (ch. 2, adoption sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	98
Non	44
Abstentions	0

Le président. Sie haben Ziffer 2 als Postulat angenommen.